

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

VALENCIENNES, le 09/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NORDTOLE Conteneurs et Systèmes

Zoning Industriel Marillon
59230 Saint-Amand-les-Eaux

Références : 2024-V3-006
Code AIOT : 0007001070

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/11/2023 dans l'établissement NORDTOLE Conteneurs et Systèmes implanté Zone Industrielle du Moulin Blanc Rue du Champ des Oiseaux - BP 164 59230 Saint-Amand-les-Eaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORDTOLE Conteneurs et Systèmes
- Zone Industrielle du Moulin Blanc Rue du Champ des Oiseaux - BP 164 59230 Saint-Amand-les-Eaux
- Code AIOT : 0007001070
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 8 décembre 1997 modifié l'autorisant à exploiter à Saint Amand-les-Eaux une unité de fabrication et maintenance de conteneurs industriels.

Les activités sont aujourd'hui réglementées par l'arrêté préfectoral du 26 mars 2019, suite à la scission du site entre les sociétés NCS et NCG.

La société NCS est propriétaire des bâtiments et des terrains, dont une partie est louée à la société voisine NCG.

Les activités de NCS sont les suivantes :

- l'activité conteneurs neufs : fabrication de conteneurs GRV métalliques pour l'industrie cosmétique, pharmaceutique, peinture ;
- l'activité opérateur : maintenance, lavage et entretien des conteneurs, essentiellement pour le secteur de l'automobile.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement Arrêté de mise en demeure du 23 avril 2021
- Dépassement supérieur à 2 fois les valeurs limites d'émission des eaux résiduaires

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constat suivant fait l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dépassement important CI EAU 2021-2022 et 2023	Arrêté Préfectoral du 26/03/2019, article 4.3.11	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

La fiche de constat suivant ne fait pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installation de nettoyage utilisant des solvants	AP de Mise en Demeure du 23/04/2021, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté lors de cette visite :

- un respect des prescriptions relatives aux émissions de COV atmosphérique par la mise en place d'actions correctives sur l'unité de nettoyage des agitateurs ;
- une qualité des rejets des eaux après traitement qui restent non-conformes aux prescriptions. Toutefois, l'inspection constate la réalisation d'un audit de l'installation de traitement des eaux industrielles et l'élaboration d'un plan d'action en 18 points. Le plan d'action est en cours de réalisation. Les premières actions s'accompagnent d'une amélioration qui ne permet pas pour le moment un retour à la normale de la situation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installation de nettoyage utilisant des solvants

Tableau 1: ;

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/04/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Dans un délai de 9 mois suivant la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 26 mars 2019 susvisé en respectant pour les rejets atmosphériques de son installation de nettoyage utilisant des solvants, la vitesse minimale d'éjection des gaz, la concentration et le flux en COV ;
Constats : Par courrier du 24 avril 2023, l'exploitant a transmis des observations dans le cadre de la phase de contradictoire relative à la proposition d'arrêté préfectoral de consignation relatif à la réalisation de travaux d'installation d'un dispositif permettant de traiter les vapeurs en COV. Dans ce courrier, il est précisé que le mode opératoire a été revu et les quantités de solvant ont été réduites. Lors de l'inspection du 23/02/2023, l'exploitant a fait part à l'inspection de la mise en œuvre d'une nouvelle procédure permettant de limiter la quantité de solvant utilisé, et l'expérimentation de nouveau dispositif de nettoyage avec une récupération des solvants. L'inspection constate que l'installation de nettoyage des agitateurs par solvant (acétate de Butyl) comprend :3 bacs. <ul style="list-style-type: none">• bac 1 prélavage ;• bac 2 lavage ;• bac 3 finition . L'inspection constate que l'exploitant a mis en œuvre les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• Bac 1 : immersion avec une hauteur réduite de moitié ;• Bac 2 et 3 en aspersion avec récupération des solvants. La visite permet de constater la mise en œuvre de jauges permettant de garantir le niveau de remplissage du Bac 1 ; et la mise en œuvre pour le nettoyage et la finition d'un système de pinceau qui permet de déposer et nettoyer les agitateurs avec une quantité réduite de solvant tout en ayant une action mécanique permettant une optimisation de la phase nettoyage. Consommation de solvant en 2021 (janvier à décembre) : 11 t de solvants Consommation de solvant en 2022 (Janvier à décembre) : 29 t de solvants (1,81 kg:conteneur) Consommation de solvant en 2023 (janvier à août) : 11 t de solvant (1,28 kg/conteneur) diminution de l'ordre de 30 % des quantités de solvant utilisé par conteneur. (photographie en annexe 1) Dernier contrôle inopiné conforme, en concentration, flux et vitesse.
Observations : Compte tenu des constats ci-avant, l'inspection retire sa proposition à M le préfet de consignation des sommes nécessaires à la réalisation de travaux de mise en œuvre d'un système de traitement des COV dans les émissions aériennes. De plus les constats ci-avant, permettent de proposer à M le préfet du Nord l'abrogation de l'arrêté de mise en demeure du 23 avril 2021.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dépassement important CI EAU 2021-2022 et 2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2019, article 4.3.11			
Thème(s) : Risques chroniques, VLE rejets			
Prescription contrôlée : Tableau VLE à partir janvier 2020 §4.3.11 (p 21) APC autorisation			
Constats : Lors de l'inspection, l'ensemble des actions en cours a été revue, les dernières mesures en autosurveillance et en contrôle inopiné montrent que les émissions ne respectent toujours pas les valeurs limites d'émission prescrites. Les résultats des contrôles inopinés du 26-27 juin 2023 sont supérieurs aux VLE pour les paramètres suivants :			
Paramètre	Type de mesure	Valeur moyenne contrôle inopiné	Valeur limite d'émission
DCO	Concentrations	2 940 mg/l	2 000 mg/l
Matière en suspension	Concentrations	690 mg/l	30 mg/l
Matière en suspension	Flux	9 kg/j	1,5 kg/j
Azote global	Concentrations	235,02 mg/l	30 mg/l
Azote global	Flux	3,1 kg/j	1,5 kg/j
Hydrocarbures totaux	Concentrations	16,077 mg/l	5 mg/l
Phosphore total	Concentrations	20 mg/l	10 mg/l
Et les résultats d'autosurveillance sur la période de septembre 2022 à septembre 2023 présentent régulièrement des dépassements sur les paramètres : MES, DCO, hydrocarbure, pH, Nitrates, Zn, azote et phosphore.			
Toutefois, l'inspection constate que l'exploitant a procédé à un audit complet de son installation de traitement des eaux par Performance Process . Cet audit s'est achevé en mai 2023 et le rapport d'audit a été transmis le 7 juillet 2023 à l'inspection par courriel. Cet audit a abouti à l'élaboration d'un plan d'action en 18 points qui a été transmis par courriel le 7 juillet 2023.			
Des premières actions ont été réalisées ; ainsi entre septembre et octobre, le bassin des boues biologiques a été pompé. Cette action s'est traduit par une diminution de la DCO ainsi les mesures en autosurveillance ont atteint 3000 mg/l en septembre et en octobre la DCO a été réduite sous la VLE.			
À partir du 8 novembre l'entreprise Performance Process va mettre en place des campagnes de mesures complémentaires. L'exploitant lors de l'inspection est en attente des réponses sur ses demandes de devis relatifs à l'installation de différentes sondes de mesures.			
Performance process intervient à partir du 8 novembre pour mise en place des campagnes d'analyses L'installation des nouvelles sondes est programmée pour mars 2024.			
A ce jour les valeurs limite d'émission dans l'eau de l'installation ne sont pas respectées.			

Observations : Compte tenu des constats ci-avant, des résultats d'autosurveillance et du contrôle inopiné sur l'année 2023, l'inspection propose à M le préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions relatives aux valeurs limites d'émission des eaux de rejets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois